

## Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 2 mai 2017

**Présents :** MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridan M., **Echevins**,  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,  
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M., Robette-Delputte F.,  
Decamps P., Chanoine V., Delhayé J., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C., Egels E., Petit N.,  
**Conseillers**,  
Gillard S., **Directeur général**.  
Excusée : Vanderkel A., **Conseiller**

- 
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 28 mars 2017 – partie publique – **approbation**.

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**  
**Approuve avec 17 voix « pour » et 3 « abstentions », le procès-verbal de la séance du 28 mars 2017, partie publique**

-----

2. **Finances** – Situation de caisse en date du 10 avril 2017 – **information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**  
**Prend connaissance de l'information.**

-----

3. **Finances** – Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut – Compte 2016 – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut pour 2016, réceptionné à l'administration communale en date du 28 mars 2017, et se présentant comme suit :

Recettes : 23.920,70 €  
Dépenses : 18.872,73 €  
Résultat : 5.047,97 €

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 6 avril 2017 approuvant le compte 2016 sans aucune remarque ;

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 17 voix « pour » et 2 « abstentions », l'Echevin des Finances ne prend pas part au vote :**

Le compte 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut.

-----

**4. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Erbisoeul – Compte 2016 – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Erbisoeul pour 2016, réceptionné à l'administration communale en date du 12 avril 2017, et se présentant comme suit :

Recettes : 38.982,20 €  
Dépenses : 20.739,93 €  
Résultat : 18.242,27 €

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 13 avril 2017 approuvant le compte 2016 sans aucune remarque ;

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 18 voix « pour » et 2 « abstentions » :**

Le compte 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Erbisoeul.

-----

**5. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre – Compte 2016 – approbation**

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre pour 2016, réceptionné à l'administration communale en date du 10 avril 2017, et se présentant comme suit :

Recettes : 16.469,97 €  
Dépenses : 11.885,99 €  
Résultat : 4.583,98 €

Vu l'approbation de l'Evêché de Tournai, par un courrier du 13 avril 2017, du compte 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre, sous réserve qu'à l'avenir, une déclaration de patrimoine signée soit jointe au compte ;

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 18 voix « pour » et 2 « abstentions » :**

Le compte 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre.

-----

**6. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean Village – Compte 2016 –  
approbation**

*Monsieur Delhayé constate, à la lecture de ce Compte, des dépenses en moins et des recettes en plus, et demande si ces changements sont liés à la possible désacralisation de l'église de Masnuy-Saint-Jean Village, qui a déjà été évoquée.*

*Le Président du CPAS, en charge des Finances, lui confirme qu'un courrier a été envoyé à l'Evêché de Tournai à ce sujet, et que la Commune est en attente d'une réponse. La Présidente confirme également que plus aucun office n'est prévu dans cette Eglise.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean Village pour 2016, réceptionné à l'administration communale en date du 12 avril 2017, et se présentant comme suit :

Recettes : 12.556,33 €

Dépenses : 6.559,39 €

Résultat : 5.996,94 €

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 13 avril 2017 approuvant le compte 2016 sans aucune remarque ;

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 18 voix « pour » et 2 « abstentions » :**

Le compte 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean Village.

-----

**7. Finances – Délibération relative à la fixation d'une redevance pour la participation aux  
cours d'éveil musical dispensés par l'Ecole de musique de Jurbise – adoption**

*Monsieur Delhayé demande si le tarif des cours actuellement d'application, sera maintenu dans la mesure où la Commune se chargerait à l'avenir de l'organisation de ces cours d'éveil musical, et si ces derniers seraient considérés, à l'avenir, comme un service communal extrascolaire. La Présidente lui répond par l'affirmative à ces deux questions, et précise que rien ne changera dans le déroulement des cours.*

*Monsieur Delhayé demande également si les professeurs seront engagés par la Commune, ce à quoi il lui est répondu positivement, et si des subsides ont été recherchés pour financer cette activité. La Présidente lui répond que les rares subsides envisageables dans ce domaine, sont davantage destinés aux Académies ou institutions plus importantes.*

*Enfin, à la question du nombre d'enfants participant à ces cours, la Présidente avance le nombre estimatif d'une centaine d'enfants, tout en ajoutant qu'une liste d'attente est tenue par les responsables de l'Ecole.*

## **LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu la création, au cours du mois d'avril 2016 et avec la collaboration de la Commune de Jurbise, d'une Ecole de musique au sein des nouvelles installations de l'Ecole fondamentale communale Pierre Coran, sise Chemin du Prince 115 à 7050 Erbisoeul ;

Vu le succès considérable rencontré par l'Ecole de musique depuis sa création, cinq modules correspondant à des âges distincts ayant été développés et trois professeurs ayant dû être engagés afin de rencontrer la demande ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 16 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2017 ;

Attendu que face à l'accroissement des démarches organisationnelles et administratives auxquelles ils ont dû faire face afin d'assurer le bon fonctionnement de l'Ecole de musique, les gestionnaires de celle-ci ont fait part de leur souhait de voir se renforcer l'implication communale dans l'organisation de l'Ecole, en lui confiant notamment les aspects liés à la gestion administrative et financière de celle-ci ;

Attendu que les cours de l'Ecole de musique sont organisés les samedis, à raison d'une trentaine de samedis sur l'année, et selon des modules, des horaires et des programmes adaptés à l'âge des participants, à savoir entre 6 mois et 15 ans ;

Attendu que les cours sont organisés pendant l'année scolaire, à savoir de septembre à juin, à l'exception des jours fériés et des périodes de congé scolaire ;

Attendu que l'Administration communale doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer la création, le développement et l'organisation des cours ;

Attendu que dans le respect de la circulaire budgétaire précitée, la Commune est autorisée, afin de lui permettre de rencontrer partiellement le coût découlant de la charge relative à l'organisation d'une activité communale, à fixer un montant de redevance en adéquation avec le coût réel du service ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer la participation financière à réclamer aux parents inscrivant leurs enfants à l'un des cours organisés par l'Ecole de musique ;

Attendu que les voies et moyens permettant le recrutement du personnel nécessaire pour la création, le développement et l'organisation des cours, ainsi que ceux permettant d'assurer le fonctionnement hebdomadaire de ces mêmes cours, seront prévus en modification budgétaire n°1 du Budget ordinaire communal, exercice 2017 ;

Attendu que les coûts découlant des frais de personnel et de fonctionnement de l'Ecole de musique, seront partiellement compensés par les rentrées découlant du paiement des droits d'inscription des enfants participant aux cours ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 28 mars 2017, obtenu le 12 avril 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 27 mars 2017 ;

Après en avoir délibéré,

## **LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1 : il est établi pour les exercices 2017 à 2019 une redevance pour la participation des enfants aux cours dispensés au sein de l'Ecole de musique d'Erbiseul.

Article 2 : la redevance est fixée à 8 € par enfant et par cours. Les frais d'inscription seront payés soit en une fois pour l'ensemble de l'année scolaire, soit par trimestre, considérant que les trimestres de cours peuvent être établis comme suit :

- Septembre à novembre
- Décembre à février
- Mars à juin

Le montant précis des frais d'inscription trimestrielle sera fixé en tenant compte du nombre de cours prévus sur l'année scolaire, les cours se donnant exclusivement et systématiquement les samedis, à l'exclusion des samedis tombant un jour férié et durant les congés scolaires.

La vérification du paiement des droits d'inscription de chaque enfant sera réalisée par l'Administration communale avant le début de chaque trimestre.

En cas d'inscription d'un enfant en cours d'année scolaire, le montant des frais d'inscription sera adapté en fonction du nombre de cours restants à donner sur cette année scolaire.

Que les frais d'inscription soient réglés pour l'année scolaire complète ou par trimestre, dans un souci de bonne organisation des cours, l'inscription d'un enfant sera considérée comme étant faite pour l'année scolaire complète.

Article 3 : la participation financière demandée comprend outre les cours, les frais d'assurance, d'encadrement, de fonctionnement et les charges administratives. Elle sera réglée par voie de virement bancaire uniquement, soit au début de l'année scolaire, soit préalablement au début de chaque trimestre.

Article 4 : chaque fin de trimestre, si une ou des absences d'un professeur ont empêché la tenue des cours, le remboursement du montant correspondant sera réalisé sur le compte bénéficiaire. Il sera procédé à cet éventuel remboursement sur un mode trimestriel.

Article 5 : en cas de maladie de l'enfant, le remboursement de la séance ou des séances auxquelles il n'a pu participer ne sera réalisé que sur présentation d'un certificat médical justifiant l'absence de l'enfant à la date ou aux dates de cours concernées. Il sera également procédé à cet éventuel remboursement sur un mode trimestriel.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais et conditions prévus à l'article 3, le recouvrement de la redevance sera poursuivi selon la procédure prévue à l'article L1124-40, § 1, 1° du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 7 : le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de publication réalisées conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 8 : le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1, §1<sup>er</sup>, 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en matière de tutelle spéciale d'approbation.

-----

**8. Secrétariat – Assemblées générales ordinaire et extraordinaire de l'Intercommunale IMIO le 1<sup>er</sup> juin 2017 – ordres du jour – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 mai 2013 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 02 juin 2016 par lettre datée du 7 avril 2016 ;

Considérant que l'Assemblée générale du premier semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de juin, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 01 juin 2017 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente;

Considérant que les ordres du jour respectifs portent sur :

***Pour l'assemblée générale ordinaire :***

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes ;

3. Présentation et approbation des comptes 2016 ;
4. Décharge aux administrateurs ;
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes.
6. Désignation d'un administrateur.

***Pour l'assemblée générale extraordinaire :***

1. Modification des statuts de l'intercommunale

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 01 juin 2017 qui nécessitent un vote, à savoir :

***Assemblée générale ordinaire :***

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes ;
3. Présentation et approbation des comptes 2016 ;
4. Décharge aux administrateurs ;
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes.
6. Désignation d'un administrateur.

***Assemblée générale extraordinaire :***

1. Modification des statuts de l'intercommunale

**Article 2 :** de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

**Article 3 :** de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

-----

9. **Culture** – Application de l'article 23 du Règlement de location et mise à disposition des salles communales : proposition de tarif préférentiel pour la location de la salle de l'Orangerie les 24 et 25 juin 2017 au bénéfice de la Dodge Company (exposition de véhicules militaires) – **approbation**

*Madame Senecant émet les réserves habituelles à l'égard de l'octroi d'un tarif préférentiel pour l'organisation de cette activité.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

Attendu que, suite au courrier du 14 mars 2017 de la DODGE COMPANY, représentée par Monsieur Jean-Louis Claessens, sis rue de la Brisée 316 à 7034 Obourg, il est proposé de mettre la salle de l'Orangerie à sa disposition les 24 et 25 juin 2017, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation d'une manifestation regroupant des véhicules militaires anciens ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité partielle du prix de location, à savoir un montant forfaitaire de 125 € ;

Considérant que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation concernée, le matériel et les véhicules exposés ainsi que les manifestations organisées durant le séjour l'étant aussi en faveur du grand public ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 03/04/2017 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 16 voix « pour » et 4 « abstentions » :**

**Article 1<sup>er</sup>** : De mettre à disposition de la DODGE COMPANY la salle de l'Orangerie, les 24 et 25 juin 2017, et ce, sur base d'une gratuité partielle arrêtée au montant forfaitaire de 125 €. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'une manifestation qui regroupe des véhicules militaires anciens.

**Article 2** : Cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

**Article 3** : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----



**10. Personnel – Règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise : adaptation des articles 14 et 15, et insertion d’une annexe 7, relatives à l’installation d’un système de géolocalisation des véhicules communaux – **adoption****

*Monsieur Delhaye demande si ce système de géolocalisation cible tous les véhicules, ce à quoi il lui est répondu par l’affirmative.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d’action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 prise en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration ;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011, et ses modifications ultérieures ;

Vu le protocole d’accord dressé à l’issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 30 mars 2017 ;

Vu le protocole d’accord dressé à l’issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 30 mars 2017 ;

Considérant qu’il est ici proposé d’adapter les articles 14 et 15 du règlement de travail du personnel communal non enseignant, et d’ajouter une annexe 7 à ce même règlement de travail, de telle manière à y intégrer les dispositions utiles et nécessaires à l’égard de l’installation d’un système de géolocalisation dans les véhicules communaux ;

Attendu que le Directeur financier a été informé de ce projet ;

Après en avoir délibéré ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l’unanimité :**

**Article 1.** - D’adopter les adaptations proposées aux articles 14 et 15 du règlement de travail du personnel communal non enseignant, de telle manière à y intégrer les dispositions utiles et nécessaires à l’égard de l’installation d’un système de géolocalisation dans les véhicules communaux.

**Article 2.** - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

-----

**11. Personnel – Règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise : corrections diverses apportées aux articles 49 et 90, à l'annexe 6 et aux dispositions finales – adoption**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 prise en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011, et ses modifications ultérieures ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 30 mars 2017 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 30 mars 2017 ;

Considérant qu'il est ici proposé d'adapter les articles 49 et 90 du règlement de travail du personnel communal non enseignant, ainsi que l'annexe 6 et les dispositions finales de ce même règlement de travail, de telle manière à y apporter certaines corrections ;

Attendu que le Directeur financier a été informé de ce projet ;

Après en avoir délibéré ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1.** - D'adopter les corrections proposées aux articles 49 et 90 du règlement de travail du personnel communal non enseignant, ainsi que dans l'annexe 6 et dans les dispositions finales du règlement de travail.

**Article 2.** - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

-----

**12. Marchés publics – MP 2017-13-SG-DB relatif à la désignation d'un fournisseur de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage des bâtiments de la Commune, du CPAS et des Fabriques d'Eglise. Mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

*Madame Senecant demande s'il est possible de prévoir, parmi les critères d'attribution de cette procédure, un critère relatif au respect de l'environnement des produits qui seront choisis. Le Directeur général lui confirme qu'un tel critère a bien été prévu au CSCh.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €), et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des fournitures pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-13-SG-DB relatif au marché "Fourniture de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage pour la Commune, le CPAS et les Fabriques d'Eglise" établi par le Directeur général ;

Considérant que ce marché est divisé en :

- \* Marché de base (Fourniture de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage pour la Commune, le CPAS et les Fabriques d'Eglise), estimé à 11.188,96 € hors TVA ou 13.538,64 €, 21% TVA comprise;
- \* Reconduction 1 (Fourniture de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage pour la Commune, le CPAS et les Fabriques d'Eglise), estimé à 11.188,96 € hors TVA ou 13.538,64 €, 21% TVA comprise;
- \* Reconduction 2 (Fourniture de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage pour la Commune, le CPAS et les Fabriques d'Eglise), estimé à 11.188,96 € hors TVA ou 13.538,64 €, 21% TVA comprise;
- \* Reconduction 3 (Fourniture de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage pour la Commune, le CPAS et les Fabriques d'Eglise), estimé à 11.188,96 € hors TVA ou 13.538,64 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 44.755,84 € hors TVA ou 54.154,56 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois, renouvelable à trois reprises maximum ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS à l'attribution du marché, ainsi qu'au nom des Fabriques d'Eglise qui feraient part de leur intérêt pour bénéficier des conditions de la présente procédure ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget communal ordinaire de l'exercice 2017, articles 104/125-02, 421/125-02, 722/125-02 et 762/125-02 et au budget des exercices suivants, ainsi qu'aux articles 104, 8015, 8351, 8352, 8441, 8443, 8451 et 924/124-02 du budget ordinaire du CPAS de l'exercice 2017, ainsi qu'au budget des exercices suivants ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 5 avril 2017, obtenu en date du 12 avril 2017, et qu'il s'avère favorable ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-13-SG-DB et le montant estimé du marché "Fourniture de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage pour la Commune, le CPAS et les Fabriques d'Eglise", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé pour les quatre exercices potentiels s'élève à 44.755,84 € hors TVA ou 54.154,56 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - La Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS à l'attribution du marché, ainsi qu'au nom des Fabriques d'Eglise qui feraient part de leur intérêt pour bénéficier des conditions de la présente procédure.

Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur sera responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5. - Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participant.

Article 6. - De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget communal ordinaire de l'exercice 2017, articles 104/125-02, 421/125-02, 722/125-02 et 762/125-02 et au budget des exercices suivants, ainsi qu'aux articles 104, 8015, 8351, 8352, 8441, 8443, 8451 et 924/124-02 du budget ordinaire du CPAS de l'exercice 2017, et au budget des exercices suivants.

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**13. Travaux – MP 2017-16-SG-GU relatif à la désignation d'un auteur de projet pour la démolition de bâtiments communaux et la construction d'un nouveau bâtiment. Mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

*Monsieur Delhaye demande s'il est possible de connaître le projet qui sera développé, notamment en ce qui concerne la destination du futur bâtiment et les activités qui y seront prévues. La Présidente lui répond que la conception d'un tel projet relèvera justement de l'auteur de projet qui sera désigné à l'issue de la présente procédure, mais que l'intention du Collège communal est de prévoir un bien similaire au bien actuel.*

*Monsieur Delhaye fait remarquer qu'à une époque, la restauration de ce bien avait été envisagée, et s'interroge sur l'opportunité d'une restauration en lieu et place de la démolition du bâtiment. La Présidente lui répond que de tels travaux avaient effectivement été envisagés par la Haute Senne Logement, mais que cette dernière avait fait marche arrière face aux coûts trop importants liés à une éventuelle restauration.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-16-SG-GU relatif au marché “Désignation d'un auteur de projet pour la démolition de bâtiments communaux et la construction d'un nouveau bâtiment” établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 12.396,69 € hors TVA ou 14.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 762/733-60 (n° de projet 20160049) et sera financé par un emprunt ;

Sur proposition du Collège communal, en date du 10 avril 2017 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-16-SG-GU et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour la démolition de bâtiments communaux et la construction d'un nouveau bâtiment", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 12.396,69 € hors TVA ou 14.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 762/733-60 (n° de projet 20160049).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**14. Travaux –** Elaboration du projet d'aménagement des installations d'éclairage du futur parking communal en domaine public - décision de principe – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu l'article 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, spécialement son article 3, §2 ;

Vu les articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'en vertu de l'article 18,1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant que la Commune de Jurbise a le projet d'établir un parking communal dans l'enceinte du parc communal sis rue du Moustier 8 à 7050 Jurbise, parking qu'il sera nécessaire de

pourvoir des dispositifs d'éclairage en nombre suffisant afin d'assurer la sécurité et le confort des usagers ;

Considérant qu'en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la Commune est affiliée, celle-ci s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la Commune doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant qu'ORES ASSETS assure ces prestations (études, en ce compris l'élaboration des documents du marché, l'élaboration du rapport d'attribution, le contrôle du chantier et l'établissement du décompte) au taux de 16,5% ;

Considérant la volonté de la Commune de Jurbise d'exécuter un investissement au niveau de l'éclairage public, d'accroître la sécurité des usagers et d'améliorer la convivialité des lieux ;

Considérant l'offre de prix transmise par ORES ASSETS, en date du 30 mars 2017, pour la réalisation des travaux nécessaires à l'installation des dispositifs d'éclairage sur le futur parking communal, offre de prix s'élevant à un montant provisoire de 38.754,82 € HTVA ou 46.893,34 € TVAC ;

Considérant qu'ORES ASSETS sollicite une prise de position officielle du Conseil communal de Jurbise afin d'initier l'élaboration d'une étude détaillée et définitive sur le présent projet ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 7 avril 2017, obtenu en date du 12 avril 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que les voies et moyens nécessaires ont été prévus au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 762/721-60 :20170007.2017 ;

Sur proposition du Collège communal ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : d'élaborer, par l'intermédiaire d'ORES ASSETS, un projet d'aménagement des installations d'éclairage public du futur parking communal qui sera construit dans le parc communal sis 8 rue du Moustier à 7050 Jurbise, pour un budget estimé provisoirement à 38.754,82 € HTVA ou 46.893,34 € TVAC.

**Article 2** : de confier à ORES ASSETS, en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des dispositions statutaires, l'ensemble des prestations de service liées à l'élaboration et à la bonne exécution du projet, soit :

- la réalisation des études requises pour l'élaboration de l'avant-projet et du projet, en ce compris l'établissement du cahier spécial des charges et des documents (plans, annexes, avis de marché, modèle d'offre), l'assistance au suivi des procédures préalables à l'attribution, notamment les éventuelles publications ou consultations et l'analyse des offres du marché de fourniture du matériel d'éclairage public ;
- l'établissement d'une estimation du montant des fournitures et des travaux de pose requis pour l'exécution du projet ;

- l'assistance à l'exécution et à la surveillance du/des marchés de fournitures et de travaux de pose ainsi que les prestations administratives liées à ceux-ci, notamment les décomptes techniques et financiers ;

**Article 3** : pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale des marchés.

**Article 4** : que les documents repris à l'article 2 ci-dessus devront parvenir à la Commune de Jurbise dans un délai de 20 jours ouvrables pour l'avant-projet à dater de la notification faite de la présente délibération à ORES ASSETS et de la transmission des informations relatives aux modifications de voiries, le cas échéant, et dans un délai de 35 jours ouvrables pour le projet à dater de la réception de l'accord de l'Administration communale sur tous les documents constituant l'avant-projet. Les délais de 20 et 35 jours fixés ci-avant prendront cours à compter du lendemain de l'envoi postal (la date de la poste faisant foi) ou de la réception par fax des documents ci-dessus évoqués.

**Article 5** : de prendre en charge les frais exposés par ORES ASSETS dans le cadre de ses prestations (études, assistance technico-administrative, vérification et contrôle des décomptes techniques et financiers, ...). Ces frais seront facturés par ORES ASSETS au taux de 16,5% appliqué sur le montant total du projet majoré de la TVA.

**Article 6** : de charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

**Article 7** : de financer ces prestations par les voies et moyens nécessaires prévus au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 762/721-60 :20170007.2017.

**Article 8** : de transmettre un exemplaire de la présente délibération à ORES ASSETS ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour suites voulues.

-----

**15. Travaux – MP TC UREX 7.1 relatif au *relighting* de l'Ecole communale de Masnuy-St-Jean :  
avenant n°1 – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 600.000,00 €) et l'article 26, §1, 2°, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;



Vu la décision du Collège communal du 10 mai 2016 relative à l'attribution du marché "Relighting de l'Ecole communale de Masnuy-St-Jean" à WM ELECTRICITE, Rue Hamal 125 à 6180 Courcelles pour le montant d'offre contrôlé de 61.880,50 € hors TVA ou 65.593,33 €, TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° TC UREX 7.1 ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires	+	9.269,79 €
Total HTVA	=	9.269,79 €
TVA	+	556,19 €
<b>TOTAL</b>	<b>=</b>	<b>9.825,98 €</b>

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 14,98% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 71.150,29 € hors TVA ou 75.419,31 €, 6% TVA comprise ;

Considérant que les travaux repris dans le présent avenant résultent de la mise à jour de l'étude d'éclairage relative aux différents locaux ciblés dans le cadre de ces travaux, et sont indispensables au bon fonctionnement du système de *relighting* installé dans ce bâtiment ;

Considérant également que ces travaux ne pouvaient être prévus ou anticipés au moment de l'élaboration du CSCh par l'auteur de projet ;

Considérant qu'il n'est pas accordé de prolongation du délai pour cet avenant ;

Considérant que le Directeur financier a été informé de cette proposition en date du 22 mars 2017 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au 722/724.60 :20150020.2016;

Sur proposition du Collège communal, en séance du 21 mars 2017 :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver l'avenant 1 du marché "Relighting de l'Ecole communale de Masnuy-St-Jean" pour le montant total en plus de 9.269,79 € hors TVA ou 9.825,98 €, 6% TVA comprise.

Article 2. - De financer cet avenant par le crédit inscrit au 722/724.60 :20150020.2016.

Article 3. - Cette décision sera transmise aux autorités de tutelle et portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**16. Motion du Groupe PS** adressée au Gouvernement fédéral exigeant le maintien de la caserne de la Protection civile à Ghlin – **adoption**

*Madame Senecaut présente, pour le Groupe PS, la motion réclamant le maintien de la caserne de la Protection civile de Ghlin, en rappelant notamment la présence d'installations SEVESO et nucléaires sur le territoire hennuyer. Elle fait part également de son inquiétude quant au transfert de charges qui en découlera pour les Communes.*

*Pour la majorité, la Présidente rappelle tout d'abord le travail réalisé au niveau de la Zone de Secours Hainaut Centre avec tous les partis concernés, et partage l'inquiétude de Madame Senecaut quant au risque de transfert de charges vers les Communes. Elle souhaite toutefois adapter la motion présentée par le Groupe PS, la volonté étant de ne pas limiter au MR le rôle de relayer les intérêts de la région au Gouvernement fédéral et d'insister sur le travail commun réalisé.*

*La Présidente précise également avoir écrit personnellement au Premier Ministre afin d'attirer son attention sur la situation de la caserne de Ghlin, et informe l'assemblée qu'à ce jour, le dialogue entre la Zone de Secours et le Gouvernement fédéral est au point mort.*

*Sous réserve de l'adaptation de la motion déposée par le Groupe PS, sur base de la proposition de la majorité, le Conseil communal adopte la motion suivante à l'unanimité et décide de son envoi au Gouvernement fédéral en exigeant le maintien de la caserne de la Protection civile de Ghlin :*

**LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,**

« Conscient de l'importance de la protection civile dans la mesure où ce service public constitue indéniablement une des pierres fondatrices de la sécurité des citoyens et des entreprises;

Considérant la nécessité d'assurer à la population et aux entreprises une sécurité civile optimale et de qualité ;

Affirmant que le fonctionnement optimal des services de secours doit être assuré pour encore mieux protéger le citoyen, ses biens et son environnement sur base des besoins du terrain ;

Regrettant la décision unilatérale, arbitraire et injustifiée du Gouvernement fédéral de supprimer l'Unité de la Protection civile de Ghlin sans aucune concertation préalable avec les Communes concernées ;

Considérant les impératifs spécifiques en matière de sécurité civile vu la présence en Hainaut du Shape, de nombreuses entreprises Seveso et d'un important établissement nucléaire à Fleurus, ce qui nécessite une surveillance constante et des équipes à proximité formées à intervenir rapidement et avec technicité ;

Considérant que l'unité de la Protection civile de Ghlin assure un grand nombre de missions en Wallonie compte tenu de l'importance des risques existants et de la population habitant sur le territoire desservi par celle-ci ;

Considérant les obligations spécifiques de l'Autorité fédérale d'assumer cette obligation de sécurité civile ;

Considérant qu'il convient dès lors pour le Gouvernement fédéral d'y consacrer toute l'attention requise pour rencontrer cette obligation de sécurité au bénéfice de tous les citoyens et des entreprises;

Vu les compétences des Communes et des Zones de Secours d'assurer un service d'incendie et d'aide médicale urgente de qualité ;

Vu l'aide indispensable fournie par l'Unité de la protection civile de Ghlin ;

Vu que la disparition de cette unité engendrera une augmentation des risques au détriment des citoyens et des entreprises présentes sur leur territoire ;

Vu le transfert des charges financières du Fédéral vers les Communes que cette décision engendrera ;

Considérant qu'en conséquence, le Gouvernement fédéral nie le principe de la neutralité budgétaire de la réforme de la sécurité civile pour les communes ;

Réaffirmant sa solidarité avec les agents de la Protection civile ;

La Commune de Jurbise :

Souhaite que le Gouvernement demande au Ministre de revenir sur sa décision de supprimer l'Unité de la Protection civile de Ghlin ;

Souhaite attirer l'attention du Gouvernement fédéral notamment sur le positionnement géographique de la caserne de Ghlin, et notamment sa proximité avec des lieux et des sites qui requièrent une protection spécifique (l'aéroport de Charleroi, la base aérienne de Chièvres, la base aérienne de Florennes, le SHAPE à Casteau, l'Institut National des Radioéléments à Fleurus, ou encore Pairi Daiza à Brugelette).

De plus, la caserne de Ghlin se situe dans une importante zone Seveso, la deuxième après Anvers. D'un point de vue géographique, elle s'avère mieux adaptée en cas d'interventions spécifiques. En effet, elle a déjà assuré un nombre important d'interventions et dispose d'une expertise incontestable.

En outre, le Conseil communal attire l'attention sur d'autres interrogations et inquiétudes qui ont été soulevées concernant notamment l'avenir personnel de cette caserne. L'appréhension d'une perte d'emplois, la relocalisation ou le transfert de personnel loin de leur domicile font partie des craintes majeures. D'autres portent sur le manque de capacité matérielle des unités de pompiers qui auront désormais à réaliser de nouvelles missions. Sans parler de l'impact financier sur les communes dans le cas où l'on envisagerait un transfert vers les zones de secours.

Au vu de ces considérations,

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

**Article unique :** De demande que le Gouvernement fédéral s'emploie à développer, dans l'intérêt de l'ensemble de nos concitoyens, une réelle politique de sécurité et de secours en étroite collaboration avec les autorités locales ».

-----

**17. Question(s) orale(s).**

*Malgré l'absence de questions orales, la Présidente propose d'apporter les éléments de réponse chiffrés à la question soulevée par le Groupe PS lors de la séance précédente, et concernant l'efficacité du système de vidéosurveillance installé par la Commune.*

*Après avoir entendu la Présidente, Madame Senecant s'étonne du fait qu'en Conseil de Police, aucune diminution des faits criminels n'ait été constatée sur le territoire communal malgré l'installation de ces caméras, et s'interroge par conséquent sur le rôle préventif que sont sensées jouer ces caméras.*

*La Présidente lui rétorque que le rapport présenté lors du Conseil de Police ne tenait pas compte de l'installation du système de vidéosurveillance, et se rapportait à l'exercice 2015. Elle précise également que le rôle préventif et l'efficacité de tels systèmes de vidéosurveillance ont été mis en exergue par le Conseil zonal de Sécurité.*

*A la question de Monsieur Delhaye sur les résultats de la réunion sur les sentiers, organisée à l'intention des agriculteurs, la Présidente informe l'assemblée que cette réunion a dû être reportée car se tenait le même jour une commission à la Fédération Wallonie-Bruxelles à laquelle la Présidente a participé.*

---

**Huis clos :**

---

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,